

Programme économique : le pari pascalien de Jean-Luc Mélenchon

[Marianne](#) | Hervé Nathan | 23/02/2017

Le candidat de la France Insoumise a dévoilé le chiffrage de son programme. Un exercice qui maîtrise aussi bien la cohérence de l'économie selon Keynes, que la communication électorale. Mais l'économie, en l'occurrence, ne doit pas masquer la profondeur de la rupture politique proposée par Mélenchon.

On ne pourra pas dire que Jean-Luc Mélenchon ne prend pas l'économie au sérieux. Dimanche 19, pendant plus de cinq heures, le candidat de la France insoumise a développé le chiffrage de son programme « L'avenir en commun ». Les téléspectateurs sur Youtube ont eu droit à une avalanche de chiffres, tellement même que nous avons préféré attendre pour les commenter (lire la note de méthode ci-dessous)... JLM a réussi une sorte d'exploit communicationnel, peut-être encore plus fort que l'apparition de son hologramme à Aubervilliers : obtenir la sidération de presque tous les médias, souvent incapables de produire une synthèse à partir d'une émission si touffue.

L'idée d'inviter les journalistes économiques « libéraux » (Edwige Chevrillon de BFM Business, Marc Landré du *Figaro*, Ghislaine Ottenheimer de *Challenges*...) - qui ont accepté, fait unique, non seulement de se rendre à un débat organisé par le candidat, mais aussi diffusé par lui - en a rajouté à l'efficacité. Les confrères en questions ont certes mené la confrontation sans concession, mais sont sortis assez heureux de l'exercice. Edwige Chevrillon se déclarait « ravie », de participer à une émission « très bien organisée », Marc Landré affirme : « On a été très bien traités par les organisateurs et j'ai pu porter la contradiction dans l'antre du diable... ». Résultat : le débat sur le chiffrage (donc en fait la faisabilité) du programme s'est refermé presque aussitôt qu'il s'était ouvert... L'effet de sidération a tellement bien fonctionné que personne ne semble s'être aperçu d'un manque dans l'avalanche des chiffres : celui des impôts ! A part la mention d'une augmentation de 10 milliards d'euros de l'impôt sur le revenu, pas moyen de savoir qui paiera précisément l'addition. Dans ce programme qui évalue la hausse des prélèvements obligatoires à plus de 4 points de PIB, soit 100 milliards d'euros d'aujourd'hui, quelle répartition entre ménages, riches et pauvres, et entreprises, entre PME et multinationales ? Il faudra encore attendre. « *Le barème de l'impôt sera publié en mars*, explique Liêm Hoang Ngoc, *car c'est un arbitrage très politique...* »

Mélenchon et le cercle vertueux keynésien

Une « note de cadrage macroéconomique » de quatre pages (plus les tableaux en annexe) reçue par *Marianne* justifie les parti pris économiques (comme le choix « prudent » d'un « multiplicateur budgétaire ») et résume les effets du plan de relance concocté par la France Insoumise sur le PIB, le chômage, la croissance, les prix, les salaires, les déficits et la dette publique, etc. En résumé, avec un plan d'investissement de 100 milliards d'euros (pour moitié dans la transition énergétique), et une dépense supplémentaire des budgets de l'Etat et de la sécurité sociale de 173 milliards, JLM estime qu'il enclencherait un cercle vertueux keynésien : des dépenses publiques génèrent des revenus pour les entreprises et les ménages, augmentant la création de richesses (+190 milliards d'euros), et donc les recettes fiscales et sociales et modifiant mécaniquement le rapport dette/PIB. Au sortir du quinquennat, avec 2% de croissance en moyenne, la France aurait donc créé 2 millions d'emplois privés et entre 1 et 1,7

million d'emplois dans la sphère publique, le taux de chômage serait passé de 9,7% à 6,2%, l'inflation dépasserait 4% par an, la dette aurait régressé à 87% du PIB.

Marie Charrel du *Monde* évoque néanmoins le « [pari keynésien](#) » de Jean-Luc Mélenchon. Rendez-vous compte: la relance, c'est un pari ! Et l'austérité, c'est la sécurité ? Serions-nous si habitués au dogme de l'équilibre des finances publiques que la perspective d'un autre chemin nous ferait peur ?

Il n'y a pourtant pas de quoi sauter en l'air en criant au désastre économique par anticipation. On est même étonné par la modestie de certaines valeurs. Une croissance à 2%, c'est ce qu'avait connu la France de Lionel Jospin entre 1997 et 2001. 2 millions d'emplois (dont 350.000 avec les 35 heures) avaient été créés. Et on est presque déçu devant la perspective affichée de ne réduire qu'à 6,2% le taux de chômage (au-dessus de la barre symbolique du plein emploi, soit 5%), alors que JLM promet d'embaucher pas moins de 400.000 agents publics, 440.000 emplois aidés, et 820.000 chômeurs de longue durée (soit les 2/3 du stock actuel) dans des « contrats coopératifs » payés au Smic. Sans compter une augmentation de 15% du Smic, la revalorisation du point d'indice des fonctionnaires de 6,7%, le retour à la retraite à 60 ans. Tout ça pour revenir à la situation d'il y a... dix-sept ans !

Plutôt Blaise Pascal que Keynes

S'il y a bien un aspect spéculatif dans cette histoire, il faut aller le chercher non pas chez Keynes, mais chez un philosophe français du XVII^e siècle, Blaise Pascal qui fondait la foi en Dieu par le raisonnement. Selon Pascal, nous explique wikipedia, « *nous n'avons pas de raisons de croire que Dieu existe vraiment mais nous avons intérêt à y croire. En effet, Si Dieu n'existe pas, le croyant et le non croyant ne perdent presque rien. Par contre, si Dieu existe, le croyant gagne tout* ». Traduction : si nous croyons en la relance, nous pouvons sortir de la crise, et c'est le paradis. Si nous n'y croyons pas, rien de grave, car nous sommes déjà dans l'enfer de la stagnation...

Les économistes de Mélenchon ont d'ailleurs la foi quelque peu vacillante. Une petite phrase le signale, lorsqu'il s'agit d'évoquer les hypothèses de départ du scénario budgétaire : « *Nous avons fait le choix explicite de ne pas tenir compte de l'audit citoyen de la dette et des négociations monétaires dans le cadre du processus plan A / plan B.* » C'est un peu obscur, comme une note restrictive d'un contrat d'assurance. Mais traduit en bon français, cela veut dire qu'alors même que JLM envisage une confrontation musclée avec les partenaires européens, son scénario ne prend pas en compte les réactions de l'environnement de la France: ni les taux d'intérêts élevés que les créanciers pourraient exiger pour financer notre dette publique, ni les effets d'un changement de monnaie et la sortie de l'euro, qui auraient des conséquences pour le moins perturbantes comme une dévaluation et la probable déclaration de « *défaut de la dette* » par les agences de notation, ni des taxes aux frontières en rétorsion des nôtres, ni « *l'encadrement des mouvements des capitaux* », bien prévu dans le programme, ni l'effet de l'utilisation de la Banque de France pour produire de la monnaie, et qui devrait conduire l'inflation bien au delà des 4% escomptés (ou alors il faudrait bloquer les prix et les salaires...). Comme ne sont pas envisagés non plus les comportements des agents économiques internes, par exemple le probable désir de fuite des contribuables aisés devant la perspective d'une taxation jusqu'à 90% de leurs revenus, grâce à un impôt progressif à 14 tranches...

S'il y a un défaut dans la démonstration, c'est bien qu'elle soit un exercice « toute choses égales par ailleurs » réalisé en neutralisant les variables, même si les auteurs l'ont fait avec beaucoup de prudence et de doigté. Le réel risque d'être bien différent...

La discussion sur le chiffrage ne doit pas masquer le débat sur le projet de société

Reste que la discussion sur le chiffrage ne doit pas masquer le débat au fond sur le projet de société, porté par la France Insoumise : la planification écologique pour ou contre ? La réduction de la pauvreté par l'élévation des minimas (avec des sommes qui approchent d'ailleurs le revenu universel de Benoît Hamon...), pour ou contre ? L'eau, la cantine des enfants et les soins entièrement gratuits pour tous, pour ou contre ? L'assurance chômage pour les démissionnaires (comme Macron...) ? L'augmentation générale des salaires ? L'impôt à 90% sur les riches ? 25 milliards pour sortir du nucléaire ? 20 autres pour l'isolation thermique ? L'emploi garanti par l'Etat ?

En fait le pari pascalien de Jean-Luc Mélenchon est bien plus ambitieux encore. S'il se joue des convenances économiques, c'est que son programme est de transition, comme celui élaboré par Léon Trotski en 1938, que JLM connaît très bien, dans le but d'ouvrir un processus révolutionnaire. Prévoir des dépenses publiques équivalentes à 60% du PIB (pour des recettes de 49,1% seulement), l'emploi garanti, la gratuité des « communs », etc., c'est à l'évidence vouloir l'avènement d'une société socialisée, en rupture avec le capitalisme financiarisé et donc avec l'Union européenne (même s'il existe officiellement un plan A « privilégié ») et finalement de construction d'un socialisme dans un seul pays... (On notera le paradoxe au passage: on part de Trotski pour arriver à Staline).

Un scénario politique bien loin des calculs froids d'économistes

Le chemin pour y parvenir est lui-même révolutionnaire, à proprement parler : une assemblée constituante dans laquelle « *aucun parlementaire des anciennes assemblées de la 5^e République ne pourra siéger* » et dont ensuite « *les délégués ne pourront être candidats aux élections suivant l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution* », ce qui signifierait un changement complet du personnel politique, et même de la légitimité avec un retour au peuple, qui est le principe même de la révolution. Un processus qui rappelle celui de l'Assemblée nationale de 1789 et de l'Assemblée législative de 1791. Le scénario politique de La France Insoumise est bien loin des calculs froids des économistes. Alors à quoi bon compter ?